

LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1917, OU COMMENT LE PROJET D'AUTONOMIE PEUT DÉGÉNÉRER

Manuel Cervera-Marzal

Cornelius Castoriadis a consacré la majeure partie de son énergie à élucider le sens du projet d'autonomie et à travailler à son avènement. Théorie et pratique étant chez lui indissociables, la compréhension des conditions de possibilité d'une société autonome allait de pair avec un engagement personnel intense en faveur de l'émancipation collective.

Que ce soit à travers ses activités militantes à l'époque de *Socialisme ou Barbarie*, sa pratique psychanalytique ou son travail théorique, Castoriadis a cherché, tout au long de sa vie, à approfondir le projet d'autonomie et à combattre l'autre grand projet caractéristique de la modernité occidentale, celui de l'expansion illimitée de la pseudo-maîtrise pseudo-rationnelle. Toute son œuvre pourrait ainsi être lue comme une tentative d'approfondissement du projet d'autonomie. La quête d'autonomie constitue l'horizon indépassable de la pensée castoriadienne, de sorte qu'elle oriente l'ensemble de ses réflexions sur la politique, l'économie, la philosophie, la pédagogie, la psychanalyse et l'histoire.

Cette quête se décline de multiples manières et voyage à travers différents continents. Ce chapitre se restreint au domaine de la politique et de l'histoire. Castoriadis identifie deux grandes tendances contradictoires à l'œuvre dans la modernité politique : le

projet d'autonomie et le projet capitaliste. Sa défense des conseils ouvriers, du socialisme et de la démocratie directe s'inscrit dans le cadre plus général de son engagement en faveur du projet d'autonomie. Castoriadis est parfaitement conscient que l'affrontement entre ces deux projets n'est pas exclusivement « politique », au sens étroit de ce terme, et ne se réduit pas aux épisodes révolutionnaires. Néanmoins, le passage par une révolution socialiste et démocratique constitue à ses yeux une étape indispensable dans la lutte contre le capitalisme. La politique ne peut pas tout, mais sans elle on ne peut rien¹. C'est pourquoi Castoriadis restera jusqu'au bout attaché à la perspective révolutionnaire, qu'il définit comme « l'autotransformation explicite de la société, condensée dans un temps bref »².

La question de la révolution est donc sous-tendue par celle de l'affrontement entre projet capitaliste et projet d'autonomie. Comme le montre le chapitre rédigé par Jean Vogel dans le présent ouvrage, la critique du projet capitaliste a été menée par Castoriadis sur des centaines, voire des milliers de pages, consacrées à l'économie, à la technique, à la science, à la bureaucratie, à la raison, etc. Laissons provisoirement de côté ce versant « négatif » de l'œuvre castoriadienne, pour nous concentrer sur sa dimension positive, c'est-à-dire sur sa conception du changement social.

Ce chapitre entend montrer que, pour Castoriadis, la révolution – « russe » en l'occurrence, mais son propos a une portée plus générale – ne se réduit pas à la lutte de l'autonomie contre le capitalisme mais englobe un second problème, celui de l'autonomie contre elle-même, de la révolution qui se retourne en son contraire. Pour le dire autrement : dans le combat révolutionnaire, l'autonomie n'est pas uniquement confrontée aux forces capitalistes et contre-révolutionnaires. Au moins autant que les armées blanches et impérialistes, la révolution est menacée par un processus interne : le risque de dégénérescence bureaucratique.

1. « La politique ne donne et ne peut pas donner réponse à tout – mais il ne peut pas y avoir de transformation essentielle de la société qui n'englobe la dimension du pouvoir », écrit Castoriadis dans *Une société à la dérive*, *op.cit.*, p. 236.

2. *Ibid.*, p. 229.

L'œuvre du philosophe politique Miguel Abensour converge en des points essentiels avec celle de Castoriadis. La proximité entre ces deux penseurs se manifeste notamment à travers une lecture lucide de Marx quant aux tensions de son œuvre, une théorie antiétatique de la démocratie et une conception non téléologique de l'avenir. Ces trois affinités philosophico-politiques autorisent à voir dans ces deux penseurs les précurseurs d'une sorte de « conseilisme français »¹. Ce chapitre s'ouvre sur l'exposition d'une hypothèse centrale dans l'œuvre abensourienne : l'existence d'une « dialectique » menaçant constamment de contaminer les luttes pour la liberté. Cette idée se trouve également au cœur des préoccupations de Castoriadis, au point de guider son analyse de la révolution russe de 1917. Le risque qu'une révolution soit affectée par une telle dialectique de l'émancipation est pris au sérieux par Castoriadis. Ce dernier impute la bureaucratisation du mouvement révolutionnaire à des facteurs internes au moins autant qu'à des facteurs conjoncturels et extérieurs. L'échec de la révolution russe est l'échec des révolutionnaires eux-mêmes avant d'être la victoire de la contre-révolution. Nous commémorerons prochainement le centenaire du soulèvement de Pétrograd. Malgré le siècle qui nous en sépare, la révolution russe et sa dégénérescence autoritaire nous concernent au plus haut point puisqu'elles soulèvent le problème de la bureaucratisation des mouvements d'émancipation collective, auquel la plupart des militants se trouve un jour confronté au cours de leur trajectoire.

Détour par la dialectique de l'émancipation

Dans un ouvrage paru en 2009², Miguel Abensour part du constat que les pensées critiques contemporaines sont prises dans une double impasse. Le premier pôle – qui désigne la Théorie

1. Manuel Cervera-Marzal, « Miguel Abensour, Cornelius Castoriadis : un conseilisme français ? », *Revue du MAUSS*, n° 40, 2012, p. 300-320.

2. Miguel Abensour, *Pour une philosophie politique critique*, Paris, Sens et Tonka, 2009.

critique de l'École de Francfort (Adorno, Horkheimer, Marcuse) mais aussi, par extension, la sociologie critique de Pierre Bourdieu et de certains de ses disciples – a pour mérite d'avoir su élaborer une critique extrêmement fine de la domination, en identifiant avec pertinence les facteurs, les formes et les niveaux des phénomènes de domination. Mais la Théorie critique – aussi appelée « critique de la domination » – a pour défaut de tendre au catastrophisme, c'est-à-dire de considérer la domination comme un destin auquel on ne peut échapper. Le ressort conceptuel de ce catastrophisme est l'idée malheureuse qui identifie politique et domination. Puisqu'il n'y a pas de société sans politique, il n'y a pas de société sans domination. Cette dernière est donc inévitable. Et lorsque la critique de la domination évite le piège du catastrophisme, c'est pour sombrer aussitôt dans un autre travers, le substitutisme¹, qui repose sur l'idée que les opprimés étant ignorants des injustices qu'ils subissent, ils ne pourront en sortir que grâce à l'intervention extérieure du sociologue qui viendra les éclairer de son savoir tout-puissant.

Le second pôle de la pensée critique – que Miguel Abensour nomme indistinctement « paradigme politique », « pensée de l'émancipation » et « philosophie politique » – évite le catastrophisme de la Théorie critique en pensant la politique séparément de la domination et en l'associant à la liberté. La politique désigne donc désormais la capacité du peuple à briser les chaînes de la servitude. Ce second pôle évite le substitutisme en reconnaissant aux dominés des capacités politiques grâce auxquels ils s'élèvent en acteurs de leur propre libération. Mais cette philosophie politique – dont Claude Lefort et Hannah Arendt sont aux yeux d'Abensour les deux principaux représentants, auxquels on pourrait ajouter l'œuvre de Jacques Rancière – a pour défaut de tendre vers l'irénisme, c'est-à-dire d'effacer les phénomènes d'oppression et d'inégalités, au profit d'un espace politique lisse et sans aspérité, conçu sur le modèle d'un échange communicationnel entre participants égaux.

1. Notion analysée en détail dans « Le conseilisme ou l'étroit sentier de l'auto-émancipation », *infra*, p. 283 *sq.*

Sur ce point, la pensée de l'émancipation est donc moins lucide que la critique de la domination qui, pour sa part, perçoit la prégnance de la domination et sa profonde complexité.

Tout l'enjeu, indissociablement philosophique et politique, est de passer de l'alternative entre ces deux paradigmes à leur articulation. Comment sortir de l'alternative qui oblige à choisir « critique de la domination » *ou* « pensée de l'émancipation », pour entrer dans l'articulation qui permet de développer ensemble « critique de la domination » *et* « pensée de l'émancipation » ? Le défi consiste à penser ensemble émancipation et domination, de sorte que la compréhension de l'une ne sacrifie plus la prise en compte de l'autre.

Selon Miguel Abensour, la racine de cette impasse réside dans l'idée qu'il existerait une opposition de principe, une rupture imperméable et une séparation infranchissable entre émancipation et domination, entre liberté et servitude. Pour sortir de cette impasse, Abensour réfute l'idée selon laquelle l'émancipation aurait la pureté du cristal et s'opposerait irrémédiablement à toute forme de violence et d'assujettissement. L'absolutisation de l'opposition entre domination et émancipation a conduit les pensées critiques à s'enfermer dans l'impasse « critique de la domination *contre* pensée de l'émancipation ».

Pour échapper à ce travers conceptuel et sortir les pensées critiques d'un faux dilemme, Miguel Abensour met en évidence l'existence d'une dialectique de l'émancipation, définie comme « un mouvement paradoxal par lequel l'émancipation est exposée à se retourner en son contraire et à donner naissance à de nouvelles formes de domination et de servitude, malgré l'impulsion libératrice de départ »¹. Contrairement à ce que d'aucuns s'imaginent, le projet émancipateur moderne est donc marqué d'une impureté fondamentale. Norme et subversion ne s'excluent pas systématiquement mais peuvent être liées par un rapport d'intériorité. Là réside le scandale en même temps que la profonde découverte de Miguel Abensour : l'émancipation

1. Miguel Abensour, *Le procès des maîtres rêveurs*, Arles, Éditions de la Nuit, 2011, p. 49.

est travaillée de l'intérieur par la domination. La servitude jaillit parfois au sein même de la liberté. L'émancipation n'est donc plus tant – ou plus seulement – menacée par les attaques extérieures mais d'abord par elle-même. Elle devient son propre bourreau de sorte que, comme l'écrivait La Boétie, le tyran n'est pas la cause première de la tyrannie, puisque c'est le peuple qui se passe lui-même la corde au coup.

L'hypothèse abensourienne de la « dialectique de l'émancipation » se retrouve au cœur des préoccupations castoriadiennes, à travers une attention sans relâche vis-à-vis du risque de dégénérescence interne des processus d'émancipation.

La dégénérescence bureaucratique des mouvements collectifs

La dialectique de l'émancipation a, chez Miguel Abensour, le statut d'hypothèse philosophique. Mais cette hypothèse a une résonance historique évidente puisque, contre les penseurs staliniens ou trotskistes, Abensour souligne que l'échec de la révolution russe ne peut être entièrement imputé à des circonstances historiques extérieures défavorables, comme l'encerclement de la Russie par les armées blanches, la guerre et la famine. Il faut au contraire admettre la causalité endogène de la dégénérescence de la révolution russe. La dialectique de l'émancipation signifie ainsi que la révolution socialiste n'est pas seulement menacée de l'extérieur. Elle l'est aussi de l'intérieur, en raison des foyers d'inversion qui risquent à chaque instant de surgir en son sein. Ainsi, la confiscation de la révolution soviétique par la bureaucratie bolchevik s'explique davantage par des facteurs subjectifs – liés à la politique du parti bolchevik et à la conscience des masses – que par des facteurs objectifs – isolement de la révolution et arriération économique de la Russie.

Castoriadis est sur ce point extrêmement proche d'Abensour ; d'abord, parce qu'il reproche aux autres penseurs socialistes d'avoir insuffisamment pris en compte le risque de dégénérescence. Ainsi écrit-il, en 1947, que, « d'un point de vue théorique, on constate

que ni Marx ni Lénine n'avaient envisagé autrement qu'en passant le cas de la dégénérescence de la révolution » (*SB*, p. 66). Castoriadis veille d'ailleurs à ce qu'on ne puisse jamais refermer cette question – il en va du projet révolutionnaire lui-même. Il ajoute ainsi que « la dégénérescence de la révolution restera toujours possible, durant toute la période transitoire de l'histoire, jusqu'à la réalisation du communisme » (*SB*, p. 76). En 1987, soit quarante plus tard, Castoriadis réaffirme la centralité de cette question :

La question de la « dégénérescence » de la révolution, ou mieux : de sa confiscation par des groupes qui émergent lors du processus révolutionnaire et visent à instaurer leur propre pouvoir, me préoccupe depuis quarante ans, et depuis quarante ans j'écris qu'à cette question on ne peut pas donner une réponse théorique *a priori*¹.

Mais si s'attaquer au problème de la dégénérescence de la révolution est une impérieuse nécessité, ce n'est pas pour autant suffisant. Encore faut-il s'y attaquer correctement, c'est-à-dire en n'occultant pas la causalité interne de cette dégénérescence, en ne passant pas sous silence la responsabilité des révolutionnaires dans l'échec de leur propre projet. Dans le même texte de 1947, Castoriadis reproche ainsi aux trotskistes de la IV^e Internationale – dont il est en train de s'éloigner – d'analyser la dégénérescence de la révolution sous le seul prisme des facteurs objectifs. C'est pourquoi il préconise de « rendre plus complète la perspective révolutionnaire, et chercher des moyens de lutte contre les nouveaux dangers qui la menacent » (*SB*, p. 66). Ces nouveaux dangers sont de provenance interne : ils naissent du sein même du processus révolutionnaire, et s'ajoutent ainsi aux anciens dangers, externes, que représentent les forces politiques contre-révolutionnaires.

Le risque de dégénérescence interne de la révolution est donc au cœur des préoccupations politiques castoriadiennes. En 1988, dans *Fait et à faire*, Castoriadis écrit :

Il est impossible de me lire sans voir le fil rouge que constituent, à travers tous mes écrits, la préoccupation, l'obsession du risque qu'un mouvement collectif « dégénère », qu'il donne naissance à une

1. Cornelius Castoriadis, *Une société à la dérive*, *op.cit.*, p. 232-233.

nouvelle bureaucratie (totalitaire ou non) – bref, la question de la division du travail politique. [...] Cette « dégénérescence », cette bureaucratisation, on les retrouve, et je les ai retrouvées, aussi bien dans l'expérience russe que dans des grèves d'importance secondaire, dans les syndicats étudiants comme dans les mouvements de locataires (*CL5*, p. 88).

Cette préoccupation démocratique (visant à conjurer la déliquescence bureaucratique) naît de l'expérience de la révolution russe, question centrale s'il en est pour tout individu désireux de créer une nouvelle forme de société, libre et égalitaire. Le problème n'est pas tant celui de la nature de l'URSS, dont le débat entre « État ouvrier dégénéré » et « capitalisme d'État » a conduit la tendance Chaulieu-Montal à quitter le Parti communiste internationaliste et à créer Socialisme ou Barbarie. Le problème n'est donc pas celui de la caractérisation du régime russe mais de l'analyse des raisons de l'échec, de la dégénérescence et de la confiscation de la révolution russe. Pour Castoriadis, l'examen approfondi de ce problème constitue un passage obligé pour quiconque se définit comme « révolutionnaire » ou, plus modestement, comme désireux d'en finir avec la société capitaliste. Castoriadis écrit en 1972 :

La question russe était, et reste la pierre de touche des attitudes théoriques et pratiques se réclamant de la révolution ; car elle est aussi le filon le plus riche, la voie royale de la compréhension des problèmes les plus importants de la société contemporaine (*SB*, p. 25).

Revenir aujourd'hui sur l'analyse castoriadienne de la révolution russe présente donc un double intérêt. Ce retour fournit de précieuses ressources pour la compréhension de notre époque. Pour prendre un exemple précis, et en prenant les précautions d'usage relatives au fait que toute analogie a ses limites¹, l'analyse castoriadienne de la révolution russe peut aider à comprendre les révolutions arabes de 2011. Le même mouvement paradoxal est à l'œuvre dans ces révolutions et dans celle de 1917, pourtant séparées de presque un siècle : après avoir fait souffler un vent de

1. La première limite de cette comparaison tient au fait que la révolution russe de 1917 peut être dite « victorieuse » dans sa tentative d'instaurer le « socialisme » alors que les révolutions arabes n'ont pas atteint un tel degré de réussite politique et social.

liberté sur des populations longtemps soumises au joug tsariste ou dictatorial (Ben Ali, Moubarak, Nicolas II), ces révolutions ont rapidement fini par reconduire de nouvelles formes d'oppression (bureaucratie stalinienne en Russie, armée en Égypte, parti Ennahda en Tunisie). En outre, ce retour sur les événements de 1917 fournit une nouvelle clé de lecture de l'œuvre de Castoriadis, en invitant à compléter la question des conditions de possibilité du projet d'autonomie par la question des menaces internes qui risquent en permanence de voir l'autonomie se retourner en son contraire. Autrement dit, Castoriadis ne se contente pas de penser le passage de l'hétéronomie à l'autonomie. Il réfléchit aussi sur le risque d'une régression vers l'hétéronomie, d'une autonomie qui s'érigerait soudainement contre elle-même.

La confiscation bureaucratique de la révolution russe

Castoriadis formule la question en ces termes : Comment la société russe en est-elle arrivée là ? Comment la révolution d'octobre 1917, qui visait incontestablement l'instauration d'un régime socialiste, s'est-elle graduellement écartée de ses buts pour produire finalement le résultat contraire ?

Les ouvrages de Léon Trotsky¹ et Victor Serge² expliquent bien comment, progressivement, les bureaucrates du parti, de l'État et des entreprises ont concentré le pouvoir entre leurs mains. Aussi la discussion importante est celle qui essaie de répondre à cette question : quelles conditions ont permis à cette bureaucratie de se former, puis de s'assurer de tout le pouvoir ?

La réponse classique de Trotsky est que l'apparition de la bureaucratie soviétique est un accident historique dû aux circonstances concrètes dans lesquelles s'est produite la révolution russe : l'arriération économique de la Russie d'un côté, l'isolement de la révolution de l'autre, ont fait que le prolétariat russe, trop

1. Léon Trotsky, *Histoire de la révolution russe*, Paris, Seuil, 1995.

2. Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, Robert Laffont, 2001.

faible numériquement et noyé par la masse paysanne, ne pouvait pas conduire l'économie du pays. Décimé par la guerre civile et découragé par l'échec des révolutions européennes (en Hongrie et en Allemagne), le prolétariat s'est peu à peu retiré de la scène politique, laissant la direction des affaires aux personnes en place, c'est-à-dire au parti et à la fraction bureaucratique en son sein. Le reste a suivi dans une logique implacable. Dans une économie de pauvreté et de pénurie, la lutte de tous contre tous pour l'accaparement des biens de consommation poussait ceux qui disposaient de la moindre parcelle de pouvoir à s'y agripper et à l'utiliser dans leur intérêt personnel.

Castoriadis considère que cette description trotskiste de la bureaucratisation de la révolution russe est parfaitement exacte sur le plan factuel. Mais cette exactitude n'empêche pas Castoriadis d'y apporter une critique fondamentale. L'analyse trotskiste, dit-il, ne nous apprend rien, ne nous sert, à proprement parler, à rien. On ne peut en tirer aucune conclusion pratique. En effet, si l'émergence de la bureaucratie est due à des accidents, que faire d'autre que souhaiter que de pareils accidents ne se reproduisent plus ? Si la dégénérescence de la révolution résulte fatalement de l'isolement géopolitique et de l'arriération de l'économie russe, qu'y peuvent de plus les ouvriers, sinon espérer que le prochain soulèvement aura lieu dans un pays avancé technologiquement et connaîtra rapidement une extension internationale ?

Castoriadis refuse donc d'admettre que la naissance de la bureaucratie est un accident. Elle est au contraire le produit organique du développement du capitalisme et de la concentration de la production. De ce fait, toute révolution socialiste court le risque d'une confiscation bureaucratique contre laquelle il n'y a pas de « garanties objectives » incorporées dans le degré de développement économique ou dans l'extension internationale. La seule garantie contre la bureaucratisation repose dans la conscience des masses en lutte, dans leur conscience, justement, de la menace de dégénérescence bureaucratique. La formation de la caste bureaucratique n'est pas due à des circonstances objectives contre

lesquelles rien n'était envisageable, mais à la conscience politique des masses, pas assez informée et vigilante à l'égard de la menace bureaucratique.

Trotsky considère l'isolement et l'arriération comme les causes de la dégénérescence de la révolution russe, et juge que ces circonstances particulières ne se reproduiront pas dans l'avenir. Or, selon Castoriadis, la vérité est au contraire que toute révolution a lieu dans un état d'arriération et que toute révolution commence comme une révolution isolée.

Castoriadis engage une discussion sur le concept d'arriération. L'argument de Trotsky dit en substance que, aussi longtemps que la production ne peut satisfaire l'intégralité des besoins, une lutte de tous contre tous pour l'accaparement des biens se développe, et que cette lutte conduit à la scission de la société entre exploiters et exploités, entre les bureaucrates et le reste de la population. Mais ce que ne voit pas Trotsky, c'est que cette situation sera là *aussi longtemps* que le capitalisme existera. Jamais l'économie capitaliste n'arrivera d'elle-même à un état d'abondance supprimant ou même atténuant ce conflit. La lutte de tous contre tous est plus forte en France ou aux États-Unis aujourd'hui que dans un village subsaharien ou dans la Russie « arriérée » du tsar Nicolas II. Et cela pour la simple et bonne raison que le capitalisme ne développe pas seulement la production, il développe parallèlement les besoins ! Il développe à l'extrême une mentalité acquisitive qui fait que pour le Français lambda la possession d'un téléphone portable apparaît parfois plus vitale que pour un Bengali l'accès à l'eau courante. En conséquence, il n'y a pas de développement économique automatique rendant un pays « mûr » pour le socialisme et, conclut Castoriadis, « seul un fou oserait fixer un niveau de revenu par habitant en deçà duquel la dégénérescence d'une révolution est fatale, et au-delà duquel elle est impossible » (*SB*, p. 429).

Castoriadis critique aussi l'argument de l'isolement sur la scène internationale. Trotsky dit qu'une révolution victorieuse en Allemagne en 1919 ou 1923 aurait tout changé. Mais de toute

façon, répond Castoriadis, une révolution commence toujours quelque part et est donc toujours isolée là où elle apparaît.

Pour parer à la menace bureaucratique, le critère décisif ne repose donc pas sur des garanties socio-historiques objectives mais sur « l'existence d'un prolétariat capable de se hausser à une conscience socialiste, capable de la traduire dans son organisation, d'associer démocratiquement à l'entreprise socialiste les autres couches exploitées » (*SB*, p. 430). Ce prolétariat, ajoute Castoriadis, a incontestablement existé dans la Russie de 1917. Mais alors, quelles difficultés ont fait qu'il n'a pas réussi à mener à bien une révolution socialiste ? C'est en posant cette question, dit Castoriadis, que les vrais problèmes apparaissent.

En 1917, la population s'autogérait politiquement dans des soviets ayant remplacés l'ancien État bureaucratique. Simultanément, les ouvriers s'autogérait dans des comités d'usine ayant exproprié les capitalistes afin de prendre le contrôle de la production. Mais reste un autre acteur, le parti bolchevik, auquel les masses font de plus en plus confiance, car, de 1917 à 1921, il reflète fidèlement leurs aspirations.

Une situation ambiguë se développe ainsi où, sous le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » (énoncé par Lénine dans les *Thèses d'avril*), c'est en fait le parti bolchevik qui prend le pouvoir. On peut croire, pendant un certain temps, que les deux entités se superposent. C'est d'ailleurs la thèse trotskiste, d'après laquelle c'est le prolétariat qui prend le Palais d'hiver le 25 octobre 1917, alors qu'en réalité, l'assaut n'est décidé et mené que par quelques membres du parti bolchevik. Mais finalement, dit Castoriadis, on s'aperçoit que, à partir de 1919, « les soviets ne sont plus que des appendices du pouvoir du parti, au sein duquel sont prises toutes les décisions importantes » (*SB*, p. 431).

Par conséquent, Castoriadis élabore une critique de la stratégie et de la tactique du parti bolchevik. Ce dernier aborde la révolution après avoir été éduqué pendant des années à l'idée que ce serait une révolution libéral-bourgeoise et que, en conséquence, il faudrait viser des objectifs réformistes : abolition du tsarisme,

solution au problème agraire, introduction de la journée de 8 heures. Avec les *Thèses d'avril* de Lénine, le parti bolchévik se réoriente et adopte le mot d'ordre « Révolution socialiste, tout le pouvoir aux soviets ». Mais il ne donne aucun contenu concret à son programme. Au plan économique, il ne formule aucune proposition. Il est en principe contre l'expropriation capitaliste, sauf pour des cas exceptionnels. En septembre 1917, dans *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, Lénine écrit que la Russie n'est pas « mûre » pour l'introduction du socialisme et considère que « ce serait un grand pas en avant » si on réussissait à y introduire le capitalisme d'État tel qu'il se pratique à l'époque en Allemagne. Au départ, il pense donc qu'il serait possible d'avoir une production économique capitaliste soumise au contrôle politique des ouvriers.

La conception bolchevique de l'État n'est pas moins contradictoire. Dans *L'État et la Révolution* (octobre 1917), Lénine traite du problème du pouvoir sans parler une seule fois du « parti », alors qu'au même moment commence à se creuser le décalage entre théorie et pratique, entre le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets » et la réalité qui donne surtout le pouvoir au parti bolchevik. Castoriadis fait ainsi remarquer que la dictature du prolétariat n'est pas tant la dictature des organismes de masse du prolétariat que la dictature du parti. Pendant quelques temps, dit-il, on peut nier qu'il y ait un problème de ce type. Mais en 1920 des grèves éclatent à Petrograd et, en 1921, le parti écrase dans le sang l'insurrection de Kronstadt. Ces événements résolvent la contradiction : la dictature du prolétariat n'est que la dictature du parti sur le prolétariat.

Castoriadis développe alors une critique de l'idéologie autoritaire du parti bolchevik, fondée sur l'idée que l'organisation détient par définition la vérité, et que la masse ne peut d'elle-même aller plus loin que le trade-unionisme. Ce raisonnement substitutiste conforte la structure bureaucratique qui se met progressivement en place. Le parti se pose alors en véritable obstacle à la révolution car, dans la pratique, les masses, tout en faisant confiance au parti,

essaient elles-mêmes de réaliser le programme socialiste que le parti n'a pas pris en charge. À l'encontre des mots d'ordre bolcheviks, les ouvriers exproprient les capitalistes presque partout, en 1917 et 1918. Par rapport aux masses ouvrières, le parti est à l'arrière-garde, puisqu'il reconnaît *a posteriori* les expropriations en proclamant des décrets de nationalisation des entreprises. Les comités d'usine réclament la gestion de la production et la réalisent en plusieurs endroits. Le parti regarde ces tentatives avec méfiance, essaie d'instaurer un appareil de direction des entreprises responsable uniquement vis-à-vis du pouvoir central, c'est-à-dire finalement du parti lui-même. À la fin de la guerre civile, les soviets sont entièrement domestiqués. Le parti lui-même n'a presque plus rien à voir avec le prolétariat. En 1923, écrit Victor Serge dans *Destin d'une révolution*, « le parti comptait, sur 350 000 membres, 50 000 ouvriers et 300 000 fonctionnaires. Ce n'était plus un parti d'ouvriers mais un parti d'ouvriers devenus fonctionnaires ».

Conclusion

Enfin, la question de la dégénérescence bureaucratique d'un mouvement d'émancipation est celle de la maturité de la conscience révolutionnaire des opprimés. L'idée qui commande tout, écrit Castoriadis, est « que la construction du socialisme ne peut être l'œuvre que des masses elles-mêmes » (*SB*, p. 433). Mais, sur ce point, les ouvriers russes n'étaient pas au clair, pas davantage que le parti bolchevik.

À l'heure où une expérience émancipatrice comme celle des Indignés espagnols se prolonge en confiant son destin à un leader comme Pablo Iglesias, secrétaire général tout-puissant du parti Podemos, méditer sur la dégénérescence de la révolution russe reste d'une urgente actualité. Comment une mobilisation dont les principaux slogans s'en prenaient explicitement à la classe politique ibérique – « Ils ne nous représentent pas », « Qu'ils s'en aillent tous » ; « Démocratie réelle maintenant ! » – a-t-elle pu